

L'idée socialiste, aujourd'hui

Le Monde
8/6/01 p.18
par Henri Weber

TRENTE ans après le congrès d'Épinay, qui a vu la fondation du nouveau PS, quatre-vingt-seize ans après le congrès de Paris, qui a vu la naissance de la SFIO, que reste-t-il de l'idée socialiste ?

Si l'on réduit cette idée à la version, longtemps dominante en Europe continentale, qu'en a donné le marxisme, il est sûr qu'aujourd'hui il n'en reste pas grand-chose. Rares sont ceux qui adhèrent encore à l'utopie de la société parfaite – sans classe, sans État, sans guerre, sans pénurie... –, fondée sur la propriété collective des entreprises et la planification centralisée de la production, que nous promettrait le génial auteur du *Capital*.

Mais une telle réduction est abusive. L'idée socialiste a préexisté au marxisme et lui a survécu. Elle est née, il y a cent cinquante ans, du choc de deux mouvements historiques qui sont loin d'avoir épuisé leurs effets : le mouvement démocratique, à l'œuvre en Europe occidentale au moins depuis la Renaissance ; et le mouvement ouvrier, né de l'essor du capitalisme et de l'industrialisation.

Le socialisme est apparu dans la première moitié du XIX^e siècle, lorsque les éléments éduqués de la classe ouvrière ont voulu donner pour eux-mêmes et pour leurs semblables un contenu concret aux valeurs de la République : liberté, égalité, solidarité, progrès, droits de l'homme, souveraineté populaire...

Comme mouvement historique, le socialisme se définit par trois grandes aspirations qui n'ont rien perdu de leur actualité :

– L'aspiration à une démocratie accomplie – la « République sociale » – reposant sur des citoyens éclairés et actifs qui jouissent non seulement de droits civils et politiques étendus, mais aussi de tout un ensemble de droits économiques et sociaux.

– L'aspiration à la maîtrise de notre avenir collectif, et en particulier du fonctionnement et de l'évolution de l'économie. Le socialisme s'est construit en opposition au dogme libéral de la « main invisible » du marché. La conviction que les « régulations spontanées » sont nécessaires mais pas suffisantes, qu'elles doivent être complétées par des régulations conscientes et

volontaires, est constitutive du socialisme, au moins autant que l'idéal démocratique.

– L'aspiration à l'humanisation de la société. Le projet socialiste est aussi et surtout un projet de civilisation. Le socialisme n'aspire pas seulement à instituer une société de « bien-être », mais encore une société du « bien vivre ». La « société désirable » est, selon lui, celle qui permet aux êtres humains de réaliser toutes les potentialités dont ils sont capables et, en particulier, les plus hautes : exercer leur liberté, accéder pleinement aux œuvres de la culture et de l'esprit, donner libre cours à leur créativité individuelle et collective.

Ces trois aspirations appellent aujourd'hui des réponses nouvelles, mais conservent une extraordinaire acuité :

– Avec la réapparition d'un chômage de masse, la montée du tra-

combat du mouvement ouvrier pour la consolidation et l'approfondissement de la démocratie, son évolution en démocratie économique et sociale. Ce combat passe aujourd'hui par la reconquête d'une société de plein-emploi – et de bon emploi – ; la sécurisation des parcours professionnels, la protection des citoyens contre tous les risques collectifs : insécurité publique, sociale, environnementale, alimentaire... Il passe aussi par une réforme des institutions favorisant l'essor d'une citoyenneté active, illustrée par les lois récentes sur la parité, le non-cumul des mandats, le second train de décentralisation, le quinquennat... Ce combat passe enfin par le développement de contre-pouvoirs – politiques, associatifs, syndicaux – capables d'équilibrer les nouveaux centres de pouvoirs qui se sont constitués et de faire prévaloir dans le processus de

lecture du système financier international ; construction de l'Union européenne et d'autres regroupements politiques transnationaux ; coopération entre ces grandes entités politiques continentales en vue de promouvoir une croissance forte et durable, respectueuse de la nature et attentive au développement des pays du Sud et de l'Est.

Etre socialiste au XXI^e siècle, c'est veiller à ce que la nouvelle révolution technologique soit mise au service du progrès social, culturel et démocratique. Ces technologies ne doivent pas déboucher sur de nouvelles formes d'inégalités, d'oppression, d'aliénation, qui viendraient aggraver celles qui existent déjà. Elles doivent permettre un nouveau bond en avant de la civilisation, l'accès du plus grand nombre à la culture et à la création ; l'avènement d'une société où, pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, le temps libre, celui que l'on consacre aux activités de son choix, l'emporterait pour chacun sur le temps de travail contraint.

Deux tendances lourdes permettent de pronostiquer un bel avenir au socialisme :

– La diffusion mondiale de l'idéal démocratique, conséquence de la faillite des deux totalitarismes qui ont ensanglanté le XX^e siècle.

– Le développement international du salariat, conséquence de l'expansion mondiale du capitalisme. Comme les prolétaires européens au XIX^e siècle, les salariés d'Asie, d'Afrique, d'Amérique latine, ceux aussi des anciens pays du bloc soviétique, luttent aujourd'hui pour la reconnaissance de leurs droits civils et politiques, mais aussi de leurs droits économiques et sociaux. Ils exigent une démocratie effective aussi pour les plus démunis en même temps qu'un développement maîtrisé et équitable de l'économie et sa subordination à l'essor d'une société plus juste et plus humaine.

Les socialistes gouvernent aujourd'hui dans les principaux pays de l'UE, mais leurs aspirations sont portées désormais par plus de 160 partis dans le monde ; la plupart agissent dans les pays du Sud et de l'Est.

Etre socialiste au XXI^e siècle, c'est veiller à ce que la nouvelle révolution technologique soit mise au service du progrès social, culturel et démocratique

vail précaire, l'aggravation de l'insécurité publique et sociale, l'explosion sans précédent des inégalités, c'est le socle même de la démocratie, ses pré-conditions matérielles de fonctionnement, qui se trouvent aujourd'hui attaqués.

– Avec la mondialisation et la financiarisation de l'économie, la question de la maîtrise de notre avenir collectif se trouve à nouveau posée de façon critique, comme viennent de l'illustrer les cinq crises économiques de la dernière décennie.

– Avec la nouvelle révolution technologique en cours, la question de la société désirable et du bien vivre se pose elle aussi dans des termes renouvelés. Après la sphère des biens puis des services, l'expansion des rapports marchands gagne désormais celles de la culture et du vivant. Au service de quelles fins, de quel projet de société, de quel idéal de civilisation développer ces technologies formidables et redoutables ?

Etre socialiste, au seuil du XXI^e siècle, c'est poursuivre le long

décision une meilleure articulation du contrat et de la loi.

Etre socialiste au seuil du XXI^e siècle, c'est poursuivre le long combat de la social-démocratie pour maîtriser les forces du marché : leur imposer de prendre en compte d'autres considérations que la seule création de valeur au profit des actionnaires : conditions de travail et d'existence des salariés, préservation de l'environnement, respect des identités et de la diversité culturelle.

Ce combat passe aujourd'hui par la définition de nouvelles formes de régulations de l'économie et le développement des institutions internationales capables de les faire appliquer : nouvelles règles prudentielles et d'analyse des risques ; réforme des institutions de Bretton-Woods (Banque mondiale, FMI...) ; développement et démocratisation des « agences publiques de régulation » (OMC, OMS, OIT, FAO, Unesco...) ; renforcement du rôle et des moyens de l'ONU, en vue de donner corps progressivement à une meilleure gouvernance mondiale ; mise en place d'une nouvelle archi-

Henri Weber est sénateur de la Seine-Maritime, secrétaire national du PS chargé de la culture et de la formation.